

22 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
27. Mai 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	7
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC)	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	8
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	8
FÖDERALREGIERUNG	13
BELGISCHE NATIONALBANK	14
VLAAMSE REGERING	15
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	16
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	16
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	18
EUROPÄISCHE KOMMISSION	18
BELGISCHES STAATSBLETT.....	19
QUELLENVERZEICHNIS	24

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 01.06.2026

[Tagesordnung](#)

Ausschusssitzungen:

Montag, 01.06.2026

Gemeinsame Sitzung aller Ausschüsse

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 02.06.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 03.06.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 04.06.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

**Dokument Nr. [145](#) (2025-2026) Nr. 1
12.05.2026**

Anhörung der VoG Ländliche Gilden – Verein für Bildung, Dorf und Land zu ihren Tätigkeiten

**Dokument Nr. [144](#) (2025-2026) Nr. 1
12.05.2026**

Anhörung der VoG Die Lupe zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

**Dokument Nr. [143](#) (2025-2026) Nr. 1
07.05.2026**

Austausch der Schülerratsvertreter der Sekundarschulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Vertretern des Ausschusses III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung - 2025 – Ausschussbericht

**Dokument Nr. [138](#) (2025-2026) Nr. 1
21.04.2026**

Vorschlag eines begründeten Gutachtens zum Sondergesetzesvorschlag zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen im Hinblick

auf die Ausweitung des Wahlrechts der im Ausland lebenden Belgier auf die Wahlen zu den Gemeinschafts- und Regionalparlamenten sowie zum Gesetzesvorschlag zur Abänderung des Gesetzes vom 6. Juli 1990 zur Regelung der Modalitäten für die Wahl des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft, mit dem Ziel, im Ausland lebenden Belgiern das Wahlrecht für die Wahl des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu gewähren - Anfrage auf Abgabe eines Gutachtens



Abgeordnetenversammlung

Mercredi, 27/05/2026

Projets et proposition de loi

1. Projet de loi-programme, n°s [56K1378](#)/37 à 39.
2. - Projet de loi portant la réforme des pensions (I), n°s [56K1405](#)/1 à 15.
- Projet de loi portant la réforme des pensions (II), n°s [56K1406](#)/1 à 9.
3. Proposition de loi instaurant diverses mesures en matière d'énergie, n°s [56K1518](#)/1 à 4.
4. Projet de loi relatif au Conseil du contentieux des étrangers, n°s [56K1399](#)/1 à 7.

Jeudi, 28/05/2026

**Reprise éventuelle de la séance du
27 mai 2026**

Questions orales

**Prises en considération
(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**

1. Proposition de résolution visant à développer une politique fédérale ambitieuse en faveur des Belges établis à l'étranger, n° [56K1542](#)/1.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé, en ce qui concerne la maîtrise de la langue des professionnels des soins de santé, n° [56K1543](#)/1.
3. Proposition de résolution visant à renforcer l'attractivité et la soutenabilité des carrières de soins par l'adaptation des dispositifs d'aménagement de fin de carrière, n° [56K1548](#)/1.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux

jours fériés, en ce qui concerne le remplacement du 21 juillet en tant que jour férié légal par les jours fériés des Communautés, n° [56K1564](#)/1.

5. Proposition de résolution visant à supprimer l'âge obligatoire de départ à la retraite des pilotes, n° [56K1565](#)/1.

6. Proposition de résolution visant à améliorer la liaison ferroviaire entre la Campine, le Limbourg septentrional et Brainport Eindhoven, n° [56K1566](#)/1.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la suppression du journal des recettes, n° [56K1567](#)/1.

8. Proposition de résolution visant à reconnaître Taïwan (République de Chine) comme un État indépendant et à soutenir les efforts déployés par Taïwan pour devenir membre des organisations internationales auxquelles la Belgique est partie, n° [56K1568](#)/1.

Votes nominatifs

sur les projets et la proposition de loi terminés.

Dokument Nr. [56K1569](#)

22.05.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, afin de prévoir un dispositif légal de repli dans le cadre de la coordination budgétaire interfédérale.

Dokument Nr. [56K1564](#)

21.05.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, en ce qui concerne le remplacement du 21 juillet en tant que jour férié légal par les jours fériés des Communautés.

Dokument Nr. [56K1561](#)

20.05.2026

Proposition de résolution visant à élaborer une stratégie interfédérale "soins palliatifs".

Dokument Nr. [56K1557](#)

20.05.2026

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur l'organisation, l'efficacité et l'indépendance du suivi et du contrôle de l'incapacité de travail en Belgique.

Dokument Nr. [56K1555](#)

20.05.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités en vue d'interdire aux mutualités d'inclure la prise en charge de l'intervention personnelle dans leurs services complémentaires.

Dokument Nr. [56K1551](#)

19.05.2026

Échange interparlementaire: "Le règlement sur l'intelligence artificielle: état d'avancement de la mise en oeuvre d'environnements d'essai nationaux et d'essais en conditions réelles" (Parlement européen, Bruxelles, 15 avril 2026).

Dokument Nr. [56K1550](#)

19.05.2026

Projet de loi portant exécution du plan d'impulsion I.

Dokument Nr. [56K1549](#)

18.05.2026

Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue d'actualiser les conditions de recevabilité des questions.

Dokument Nr. [56K1548](#)

18.05.2026

Proposition de résolution visant à renforcer l'attractivité et la soutenabilité des carrières de soins par l'adaptation des dispositifs d'aménagement de fin de carrière.

Dokument Nr. [56K1545](#)

19.05.2026

Projet de loi spéciale modifiant l'article 479 du Code d'instruction criminelle et relatif à la mise en concordance de la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région avec le Code pénal du 29 février 2024.



Senat

Réunions de la semaine 25/5/2026 - 31/5/2026

29/5/2026

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160](#)/1.

Audition de :

- M. Philippe de Suray, premier directeur et fonctionnaire sanctionnateur de la Province de Hainaut ;

- M. Bertrand de Buisseret, président du Réseau des fonctionnaires sanctionneurs de Bruxelles et fonctionnaire sanctionneur de la commune d'Ixelles ;
- Mme Diletta Tatti, doctorante à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles et membre du Groupe de recherche en matière pénale et criminelle (GREPEC).

**Commission des Matières transversales -
Compétences communautaires - Égalité des
chances entre les femmes et les hommes**
RÉUNION DES RAPPORTEURS

Établissement d'un rapport d'information concernant l'intégration professionnelle des chef(fe)s de familles monoparentales sur le marché de l'emploi et l'égalité des chances des enfants élevés en situation de monoparentalité: obstacles, enjeux et propositions de solutions structurelles, no [8-84](#)/1.

**Commission des Matières transversales -
Compétences communautaires - Égalité des
chances entre les femmes et les hommes**

1. Ordre des travaux.

2. Établissement d'un rapport d'information concernant l'intégration professionnelle des chef(fe)s de familles monoparentales sur le marché de l'emploi et l'égalité des chances des enfants élevés en situation de monoparentalité: obstacles, enjeux et propositions de solutions structurelles, no [8-84](#)/1.

Audition de :

- Madame Inès Da Cunha, directrice adjointe opérationnelle, asbl Samusocial ;
- Madame Laudine Lahaye, chargée d'études, asbl Soralia ;
- Madame Noura Amer, coordinatrice et Madame Houda Lazghab, conseillère en accompagnement socio-professionnel, Maison des femmes - asbl Move ;
- Madame Amancay Egas Torres, directrice adjointe et coordinatrice en éducation permanente, asbl Collectif des Femmes ;
- Madame Isabella Lenarduzzi, fondatrice et directrice générale, asbl JUMP.

3. Silencing women is silencing democracy
Réunion de commission interparlementaire
Parlement européen, Bruxelles, 5 mars 2026,
no [8-190](#)/1.

**Dokument Nr. [8-205](#)
05.02.2026**
Projet de loi-cadre (II)



**Dokument Nr. [568](#)
19.05.2026**

Proposition de résolution visant à soutenir la candidature pour la construction du télescope Einstein dans l'Euregio Meuse-Rhin, déposée par Mmes Bluge, Goffinet, Mauel, MM. de Wasseige, Dewez et J.-P. Bastin (Doc. 568 (2025-2026) N° 1)

**Dokument Nr. [565](#)
13.05.2026**

Projet de décret modifiant le Code wallon du Tourisme et le Code wallon du Patrimoine afin d'assurer leur conformité au nouveau Code pénal (Doc. 565 (2025-2026) N° 1)

**Dokument Nr. [562](#)
18.05.2026**

Proposition de décret visant à améliorer la visibilité des offres d'emploi disponibles en Wallonie, déposée par Mme De Rodder, M. Fontaine, Mmes Tilieux, Özen, M. Spies et Mme Morreale (Doc. 562 (2025-2026) N° 1)



Vlaams Parlement

**Dokument Nr. [863](#) (2025-2026) nr. 1
22.05.2026**

Voorstel van resolutie over de kwaliteitsversterking en de verdere uitbouw van zomerscholen in Vlaanderen

**Dokument Nr. [862](#) (2025-2026) nr. 1
22.05.2026**

Verslag van het verzoekschrift over minimale woningkwaliteitsnormen voor bouwkundige erfgoedobjecten

**Dokument Nr. [861](#) (2025-2026) nr. 1
20.05.2026**

Verslag van het verzoekschrift over aanpassing van het Woonzorgdecreet voor groepen van assistentiewoningen

**Dokument Nr. [860](#) (2025-2026) nr. 1
20.05.2026**

Verslag van de verzoekschriften over de toegankelijkheid van Vlaamse overheidsdiensten voor digibeten en over de drempels van overheidscommunicatie via digitale brievenbussen

**Dokument Nr. [858](#) (2025-2026) nr. 1
20.05.2026**

Voorstel van resolutie over de bescherming van landbouwgrond tegen zonevreemde ontwikkelingen

**Dokument Nr. [857](#) (2025-2026) nr. 1
19.05.2026**

Verslag van de gedachtewisseling over de museale hervorming

**Dokument Nr. [856](#) (2025-2026) nr. 1
19.05.2026**

Verslag van de hoorzitting over het integrale veiligheidsbeleid van lokale besturen

"Pijnlijk dat anno 2026 leerkrachten zich niet veilig voelen in hun eigen klas" - Jill Schellens

20 mei 2026

We dachten dat de samenleving toleranter geworden was. Dat met elke regenboogvlag een stukje vooroordeel wegsmolt. Maar wie naar de scholen kijkt, ziet iets anders. Leerkrachten uit de LGBTQI-gemeenschap voelen zich vaak niet veilig voor hun eigen klas. Vlaams volksvertegenwoordiger Jill Schellens (Vooruit) noemt het ronduit verontrustend. ... [verder lezen](#)

"De middenklasse werkt zich te pletter, ze mogen toch ook eens iets terugkrijgen?" - Tom Ongena

19 mei 2026

Na weken van nachtelijke onderhandelingen, ruzies en stoere aankondigingen kwam de Vlaamse Regering eindelijk met een akkoord over een aantal moeilijke dossiers naar buiten. Een "historisch" akkoord, klonk het zelfverzekerd vanuit het Martelaarsplein. Maar volgens Tom Ongena, Vlaams volksvertegenwoordiger voor oppositiepartij Anders, ligt er vooral een reddingsoperatie op tafel voor een regering die op springen stond. Een gesprek over lege dozen, de vergeten middenklasse en een minister van Begroting die hem aan Guy Mathot doet denken. ... [verder lezen](#)

"Ik wil mij niet gedragen als een kleuterleider" - Matthias Diependaele

19 mei 2026

Vlaams minister-president Matthias Diependaele schuift aan in de studio voor een gesprek over de dossiers die de voorbije weken het politieke debat hebben beheerst. Hij verdedigt het langverwachte drinkwaterplan, weigert in paniek te schieten over de energieprijzen, en legt uit waarom een Vlaamse overheid het met minder ambtenaren zal moeten doen. ... [verder lezen](#)

**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles****Dokument Nr. [268](#) (2025-2026)
22.05.2026**

Rapport d'évaluation de l'efficacité des mesures mises en place par Plan de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales 2020-2025

**Dokument Nr. [267](#) (2025-2026)
20.05.2026**

Projet de décret modifiant le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française

**Dokument Nr. [266](#) (2025-2026)
19.05.2026**

Proposition de motion relative à un conflit d'intérêts concernant le projet de loi portant réforme des pensions (Chambre des représentants, documents 56 1405/001 et 56 1406/001)

**Dokument Nr. [265](#) (2025-2026)
18.05.2026**

Projet de décret relatif à la première année de l'enseignement secondaire

**Dokument Nr. [264](#) (2025-2026)
18.05.2026**

Rapport annuel 2025 de la Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes

**Dokument Nr. [263](#) (2025-2026)
18.05.2026**

Projet de décret modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire concernant le bien-être des élèves, l'amélioration du climat scolaire et la prévention du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires

**Dokument Nr. [262](#) (2025-2026)
18.05.2026**

Projet de décret portant diverses dispositions relatives aux chambres de recours des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française et de mise en conformité en application du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française

**Dokument Nr. [260](#) (2025-2026)
18.05.2026**

Projet de décret modifiant et coordonnant diverses dispositions relatives au budget, à la comptabilité et au contrôle applicables aux services du Gouvernement ainsi qu'aux entités relevant de son périmètre, et transposant partiellement la directive (UE) 2024/1265 du Conseil du 29 avril 2024 modi-

fiant la directive 2011/85/UE sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres

Concours

Un grand tournoi d'éloquence pour les 55 ans du Parlement
2026-05-21

Une expérience unique pour vos élèves de 5ème et 6ème secondaire

À l'occasion de son 55^e anniversaire, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lance un grand tournoi d'éloquence destiné aux élèves de 5^e et 6^e secondaire. ... [lire plus](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-294](#)/1-25/26
21.05.2026

Proposition de motion relative à un conflit d'intérêts concernant le projet de décret-programme de la Fédération Wallonie-Bruxelles portant diverses dispositions relatives à l'enseignement, à la culture, aux bâtiments scolaires, aux hôpitaux universitaires, à la jeunesse, aux organismes administratifs publics, à l'égalité des chances et à la recherche scientifique.

Dokument Nr. Fiche [A-261](#)/1-25/26
16.02.2026

Liste des cabinets des membres du Gouvernement et des Secrétaires d'État.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche [B-64](#)/1-25/26
19.03.2026

Liste des cabinets.

Le Parlement bruxellois est présent au Festival international de l'économie de Trente
22/05/2026

Le 21 mai 2026, Mohamed Ouriaghli, vice-président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a participé au Festival international de l'économie de Trente, consacré cette année au thème : « Du marché aux nouveaux pouvoirs : les espoirs de la jeunesse ». ... [lire plus](#)

Conférence-débat

« La coopération au développement à l'épreuve des crises : quel avenir ? »
14/05/2026

Le mercredi 13 mai 2026, le Parlement bruxellois a organisé une conférence-débat intitulée « La coopération au développement à l'épreuve des crises : quel avenir ? », en présence de plus d'une centaine de participants.

Dans un contexte international marqué par l'accumulation des crises, la question de l'avenir de la coopération au développement revient plus que jamais au centre du débat public. ... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

86. Sitzung vom 07. Mai 2026

TOP 4: Dekretentwurf zur Abänderung des dekretalen Teils des Gesetzbuches über räumliche Entwicklung (Gigabit)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Abänderung des dekretalen Teils des Gesetzbuches über räumliche Entwicklung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird damit beauftragt, den Dekretentwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Die Europäische Union hat die Verordnung (EU) 2024/1309 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2024 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Aufbaus von Gigabit-Netzen für die elektronische Kommunikation, zur Änderung der Verordnung (EU) 2015/2120 und zur Aufhebung der Richtlinie 2014/61/EU (Gigabit-Infrastrukturverordnung) verabschiedet.

Gemäß Artikel 1 der Verordnung soll sie den Aufbau von Netzen mit sehr hoher Kapazität (hiernach: VHC-Netze) erleichtern und anregen, indem die gemeinsame Nutzung bestehender physischer Infrastrukturen gefördert und ein effizienterer Aufbau neuer physischer Infrastrukturen ermöglicht wird, damit solche Netze schneller und zu geringeren Kosten aufgebaut werden können. Mit dieser Verordnung werden Mindestanforderungen für die Verwirklichung dieser Ziele festgelegt. Die EU-Mitgliedstaaten können Maßnahmen im Einklang mit dem Unionsrecht beibehalten oder einführen, die strenger oder ausführlicher als diese Mindestanforderungen sind, soweit die Maßnahmen dazu dienen, die gemeinsame Nutzung bestehender physischer Infrastrukturen zu fördern oder einen effizienteren Aufbau neuer physischer Infrastrukturen zu ermöglichen.

Die Verabschiedung der Verordnung hat auch Auswirkungen auf den Bereich Raumordnung und Städtebau. Insbesondere die Artikel 7 bis 9 der Verordnung haben Auswirkungen auf das GRE.

Artikel 7 der Verordnung

Artikel 7 der Verordnung bestimmt Verfahrensmodalitäten und -fristen für die Erteilung von Genehmigungen und Wegerechten. Im Sinne von Artikel 2 Nr. 10 der Verordnung ist eine Genehmigung eine „ausdrückliche oder stillschweigende Entscheidung oder eine Reihe gleichzeitig oder nacheinander ergehender Entscheidungen einer oder mehrerer zuständiger Behörden, die gemäß nationalem Recht erforderlich ist, damit ein Unternehmen Bauarbeiten durchführen kann, die für den Aufbau von Komponenten von VHC-Netzen erforderlich sind“. Dazu gehören Städtebaugenehmigungen. Artikel 2 Nr. 11 definiert die Wegerechte als „Rechte im Sinne des Artikels 43 Absatz 1 der Richtlinie (EU) 2018/1972, die einem Betreiber für die Installation von Einrichtungen auf, über oder unter öffentlichem oder privatem Grundbesitz im Hinblick auf den Aufbau von VHC-Netzen und zugehörigen Einrichtungen erteilt werden“. Diese sind nicht durch das GRE geregelt. (Siehe hierzu jedoch Artikel 69 und 70 des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen)

Artikel 7 der Verordnung fordert die Einhaltung verschiedener Fristen und Modalitäten für die Erteilung von Genehmigungen, die eine Anpassung des Verfahrens der Städtebaugenehmigungen im GRE erfordern. Die geforderten Fristen sind sehr kurz. Die zuständigen Behörden müssen die Anträge innerhalb folgender Fristen bearbeiten:

- 15 Arbeitstage nach Erhalt für Anträge auf Erteilung einer Genehmigung, um einen unvollständigen Antrag abzulehnen, für den die Mindestinformationen nicht über den einheitlichen Informationspunkt bereitgestellt wurden;
- 20 Arbeitstage nach Erhalt des Antrags, um die Vollständigkeit eines Antrags auf Erteilung einer Genehmigung festzustellen oder den Antragsteller aufzufordern, alle fehlenden Informationen innerhalb dieser Frist nachzureichen;
- 4 Monate ab dem Datum des Eingangs eines vollständigen Genehmigungsantrags, um eine Genehmigung zu erteilen oder zu verweigern.

Das heutige GRE verfügt schon über ein Dringlichkeitsverfahren. Dieses wurde ursprünglich für den Wiederaufbau nach Naturkatastrophen entwickelt. Da das Dringlichkeitsverfahren zum größten Teil den Vorschriften der Verordnung für das Verfahren zur Erteilung von Genehmigungen entspricht, reichen leichte Anpassungen dieses Dringlichkeitsverfahrens aus, um die Anwendung auf Städtebaugenehmigungen im Sinne der Verordnung zu ermöglichen. Die Anpassungen im Dringlichkeitsverfahren vorzunehmen ist darüber hinaus kohärent zu der simplen Tatsache, dass die Projekte in Folge der Gigabit-Infrastrukturverordnung ein dringendes Anliegen der Europäischen Union sind und eine Sonderregelung erforderlich machen. Somit rechtfertigt sich die Ausweitung des Anwendungsbereichs des

Dringlichkeitsverfahrens auf den Kontext der VHC-Netzausweitung.

Das derzeitige Dringlichkeitsverfahren des GRE sieht folgende Fristen vor, die es erlauben, die Fristen der Verordnung einzuhalten:

- 15 Tage ab Eingang des Antrags für formelle Vollständigkeit oder für das Versenden eines Verzeichnisses der fehlenden Unterlagen;
- 45 Tage für den Beschluss der Regierung ab formeller Vollständigkeit oder Auslauf der 15 Tage;
- Einmalige mögliche Verlängerung um 30 Tage mittels Begründung.

Artikel 8 der Verordnung

Artikel 8 der Verordnung bestimmt die Konsequenzen, die beim Ausbleiben einer Entscheidung über den Genehmigungsantrag anzuwenden sind. Diese Bestimmung erfordert eine Anpassung des GRE.

Artikel 9 der Verordnung

Schließlich bestimmt Artikel 9 der Verordnung die Fälle, in denen Ausnahmen vom Genehmigungsverfahren für Handlungen und Arbeiten im Sinne der Gigabit-Infrastrukturverordnung gelten. Da insbesondere durch die in Artikel R.IV.1-1 des GRE festgelegte „Nomenklatur“ bereits zahlreiche Handlungen und Arbeiten von einer Genehmigungspflicht befreit sind, sind hier keine Änderungen notwendig.

So sind zum Beispiel folgende Arbeiten heute schon nicht genehmigungspflichtig:

- Reparatur- und Wartungsarbeiten, wenn sie nicht bis in das Tragwerk reichen oder eine Änderung ihres Bauvolumens oder ihres architektonischen Aussehens nach sich ziehen: verschiedene Rubriken der Nomenklatur;
- Änderungen der Gebäudehülle unter verschiedenen Bedingungen: Nomenklatur A1
- Verlegung, Verlagerung, Umbau, Ausbau oder Rückbau der Leitungsnetze für Flüssigkeiten (mit einem Druck bis zu 20 bar für Gas), Energie (mit einer Spannung bis zu 70 kV für Elektrizität) und Telekommunikation, die im öffentlichen Eigentum eingebaut oder verankert sind, sich auf diese stützen oder darüber hinweg führen, einschließlich der privaten Anschlüsse, Zubehörelemente und neben Ausrüstungen wie Andruck Stationen und Schaltschränke, Masten und Forsten mit einer maximalen Höhe von 14m: Nomenklatur W3
- Verlegung, Verlagerung, Umrüstung von Privatanschlüssen, einschließlich der Schaltschränke, an die unterirdischen Flüssigkeits-, Energie- und Telekommunikationsleitungsnetze, sowie Einrichtung, Verlagerung, Umbau von eingegrabenen Wasser-

oder Brennstofftanks, Dränrohren, Abläufen, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben und von jeglichem individuellen Klärsystem für Haushaltsabwasser, sofern folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind: a) die für diese Anlagen eventuell notwendigen Ausschachtungen führen zu keiner bedeutenden Änderung des Bodenreliefs im Sinne des Artikels R.IV.4-3 auf dem restlichen Gut; b) diese Vorrichtungen stehen in Zusammenhang mit der zur Ausstattung des Guts erforderlichen Infrastruktur und befinden sich ausschließlich auf diesem: Nomenklatur X1

- Einbau oder Verstärkung von unterirdischen Flüssigkeits-, Energie- und Telekommunikationsleitungsnetzen an einem bereits eingerichteten technischen Standort, sofern folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind: a) die geplanten Arbeiten sind spezifisch geeignet für die Funktion des Standorts; b) die bestehenden Anlagen, Gebäude, Bauten und Beläge sind legal; c) die Arbeiten beziehen sich nicht auf den Bau eines Gebäudes; d) die Grundfläche verringert nicht die bestehenden Abstandsbereiche oder Abschirmvorrichtungen: Nomenklatur X4
- Zahlreiche Handlungen und Arbeiten bezüglich Telekommunikation, Kabelfernsehen Glasfaser, Gas und Elektrizität: verschiedene Rubriken der Nomenklatur Y

Bezüglich der Bestimmungen, die für das GRE ausschlaggebend sind, ist die Verordnung seit dem 12. November 2025 gültig.

Der Beirat für Raumordnung äußerte zu dem vorliegenden Dekretentwurf keine Bemerkungen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 5: Tätigkeitsbericht 2025 in Anwendung des Dekrets vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht 2025 des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt in Anwendung von Artikel 24 des Dekrets vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der vorliegende Tätigkeitsbericht ist bereits der siebte Bericht, der erste wurde im März 2020 eingereicht.

Das Dekret vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt trat am 1. Januar 2018 in Kraft, und legt die rechtliche Basis für die Integrationspolitik und die Einführung verschiedener Integrationsmaßnahmen in Ostbelgien fest, u.a. für die Schaffung des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt.

Dieser Tätigkeitsbericht des Beirates wurde in Zusammenarbeit zwischen dem zuständigen Fachbereich des Ministeriums und dem Beirat für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt erstellt.

Artikel 24 des Dekrets vom 11. Dezember 2017 sieht vor, dass der Beirat der Regierung jedes Jahr einen Bericht über die Tätigkeiten des abgelaufenen Jahres bis spätestens zum 30. April des darauffolgenden Jahres übermittelt.

Der Tätigkeitsbericht enthält, neben den Terminen der stattgefundenen Sitzungen, die besprochenen Themen und bearbeiteten Gutachten sowie einen Ausblick auf das folgende Jahr.

Die Mitglieder des Beirats haben den Tätigkeitsbericht gutgeheißen und genehmigt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 6: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, in Kraft getreten zum 1. Januar 2024, definierte die im Erlass der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung (hiernach Erlass genannt) festgelegte Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten in der Kinderbetreuung neu. Die einkommensgestaffelte Kostenbeteiligung in der Kleinkindbetreuung sowie die insgesamt niedrige Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten in allen Bereichen der Kinderbetreuung hat hierbei zum Ziel, die Vereinbarkeit von Familie und Beruf durch das Angebot einer erschwinglichen Kinderbetreuung zu verbessern, die Attraktivität der Region für Fachkräfte zu verbessern und so den

Wirtschaftsstandort Ostbelgien zu stärken. Die Einkommensstaffelung dient zudem der Förderung der Chancengleichheit, da somit der Zugang zu einer qualitativ hochwertigen Kinderbetreuung für alle Familien ungeachtet ihres Einkommens erschwinglich ist. Seither wird diese Regelung von drei Dienstleistern in der Deutschsprachigen Gemeinschaft angewendet: von der VoG Kleinkinder Ostbelgien (provisorische Kinderkrippenstruktur Post Minis), der VoG Bambuschkitz (Mini-Kinderkrippe Amel) und von der Einrichtung öffentlichen Interesses „Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung“ (hiernach ZKB genannt).

Zwei Jahre nach Inkrafttreten wurden die o.g. Dienstleister um eine Evaluation der reformierten Kostenbeteiligung gebeten. Hierbei wurden verschiedene Probleme hervorgehoben, die durch den vorliegenden Erlassvorentwurf behoben werden sollen. Gleichzeitig soll das grundlegende Prinzip einer einkommensgestaffelten, sozial verträglichen und niedrigen Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten beibehalten werden.

Anpassung der Tarifstruktur

Die betroffenen Dienstleister sind gemäß den jeweiligen rechtlichen Grundlagen verpflichtet, das Essen bereitzustellen. Hierbei wünschen sich die Dienstleister, die gestiegenen Essenskosten zumindest anteilig den Erziehungsberechtigten in Rechnung stellen zu können. Um einen zusätzlichen administrativen Aufwand zu vermeiden, wird die Kostenbeteiligung für alle Erziehungsberechtigten um 1,53 Euro für eine Ganztagsbetreuung angehoben (neuer Basisbetrag des Erlasses). Der Betrag entspricht dem aktuellen Unterschied zwischen zwei Tarifstufen und beträgt mit dem aktuellen Index 3,18 Euro (Abänderung der Anlage des Erlasses).

Generell wird die Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten von den Dienstleistern als zu niedrig angesehen. Um die Verhältnismäßigkeit der Kostensteigerung für die Erziehungsberechtigten zu wahren, erfolgt diese Erhöhung progressiv. Artikel 10 des Erlasses wird dahingehend angepasst, dass die Referenzwerte für die Zuordnung zu einer Einkommenskategorie künftig nicht mehr indexiert werden. Sie werden, ausgehend von den seit dem 1. Juli 2025 geltenden Beträgen, auf den nächstgelegenen 500 Euro Betrag aufgerundet, eingefroren. Durch die Indexierung der Gehälter bei gleichzeitiger Nichtindexierung der Referenzwerte verschieben sich folglich künftig schrittweise die Zuordnungen in höhere Einkommensstufen, sodass progressiv eine Erhöhung der Kostenbeteiligung erzielt wird.

Auch sollen Familien mit höheren Einkommen stärker als bislang an den Betreuungskosten partizipieren. Ab einem Einkommen von 115.000,00 Euro wird die Tagespauschale zusätzlich zu der vorgenannten Erhöhung um 1,53 Euro um weitere 0,96 Euro im Basisbetrag angehoben (d.h. insgesamt eine Erhöhung um 5,18 Euro statt um 3,18 Euro für

eine Ganztagsbetreuung) und es wird eine zusätzliche Einkommensstufe von 200.000,00 Euro als neue Höchststufe eingefügt (Abänderung der Anlage des Erlasses).

Die Definition der Langzeitbetreuung von „zehn Stunden oder mehr“ wird auf „neun Stunden oder mehr“ angepasst. Einerseits trägt dies den Öffnungszeiten der kollektiven Betreuungsformen Rechnung, die gemäß Erlass nur zehn Stunden am Tag geöffnet sind und eine Langzeitbetreuung im bisherigen Modell somit in der Realität kaum vorkam und demnach nur bei Kinderbetreuern in Heimarbeit oder konventionierten Tagesmüttern möglich war. Die kollektive Betreuungsform der Mini-Kinderkrippe der VoG Bambuschkitz bildet eine Ausnahme, da sie täglich 12 Stunden geöffnet ist. Andererseits ist zu erwarten, dass Eltern künftig die zehnte Stunde nur dann buchen, wenn sie diese auch wirklich benötigen. Dies ermöglicht den Dienstleistern eine bessere Personalplanung und einen besseren Personaleinsatz in den Randzeiten (Abänderung von Artikel 80 und 97 des Erlasses). Gleichzeitig werden die Prozentsätze der Tagespauschale für Halbtags- und Dreiertagsbetreuungen auf 70 beziehungsweise 50 Prozent (letzteres in der außerschulischen Betreuung bei Kinderbetreuern in Heimarbeit oder konventionierten Tagesmüttern des ZKB) angehoben. Hiermit soll neben der Berücksichtigung der Essenskosten der Tatsache Rechnung getragen werden, dass die verbleibenden Betreuungszeiten an diesen Tagen kaum nachgefragt werden und so insbesondere an den Nachmittagen Betreuungskapazitäten ungenutzt bleiben, während gleichzeitig die Kosten für die Dienstleister bestehen bleiben (Abänderung von Artikel 82 §2 des Erlasses). Derselbe Artikel regelt ebenfalls die Bedingungen, die die Erziehungsberechtigten für eine ermäßigte Kostenbeteiligung erfüllen müssen wie auch die Höhe dieser Ermäßigung. Dieser Artikel wird dahingehend angepasst, dass künftig ausschließlich Erziehungsberechtigten von Kindern mit einer Beeinträchtigung für dieses Kind sowie Haushalten mit mindestens zwei Kindern unter drei Jahren (d.h. zwei Kleinkinder) bis zum Vollenden des dritten Lebensjahres eines dieser Kinder eine Ermäßigung gewährt wird. Sie zahlen wie bislang 70 Prozent der Kostenbeteiligung.

Die außerschulische Betreuung des ZKB beinhaltet an warmes Mittagessen, wenn die nachschulische Betreuung um die Mittagszeit startet. Analog zur Kleinkindbetreuung und zu den anderen Schultagen in der Schule wird die Kostenbeteiligung an diesem Tag um die Kosten des Mittagessens erhöht. Der Preis entspricht dem Preis, den das ZKB für das warme Mittagessen zahlen muss. Hierbei handelt es sich um den im Gemeinschaftsunterrichtswesen anwendbaren Tarif für ein „Menü Primar 4-6“ (Abänderung von Artikel 119.2 des Erlasses).

Gleichzeitig wird der Zeitpunkt der jährlichen Neuberechnung der Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten, sowie der Zeitpunkt der gemäß Artikel 10 des Erlasses vorzunehmenden Indexierungen dauerhaft auf den 1. September verschoben. Dies

gibt den Eltern mehr Zeit, die entsprechenden Unterlagen bereitzustellen, und vermeidet, dass für Kleinkinder, die nach den Sommerferien den Kindergarten besuchen, für die Sommermonate eine Neuberechnung erfolgen muss. Der Zeitpunkt der Neuberechnung der Kostenbeteiligung stimmt künftig somit mit dem Start des Schuljahres und der Angleichung der Familienleistungen überein. Für 2026 werden die bis zum 30. Juni geltenden Tarife bis zum 31. August verlängert (Abänderung von Artikel 83 §3 des Erlasses). Aus Gründen der inhaltlichen Kohärenz wirkt sich die zeitliche Verschiebung auf den 1. September ebenfalls darauf aus, welche Steuerbescheide für neue Betreuungen zwischen zwei planmäßigen Neuberechnungen heranzuziehen sind (Abänderung von Artikel 83 §2 Absatz 1 des Erlasses).

Zukünftig werden zudem nicht mehr die zwei höchsten Einkommen des Haushaltes berücksichtigt, sondern die der Erziehungsberechtigten. Dies entspricht bereits jetzt überwiegend der Realität, die aktuelle Formulierung führt aber beispielsweise in Fällen intergenerationellen Wohnens gegebenenfalls zu Unverständnis auf Seiten der Antragssteller. Wenn die Eltern getrennt sind, so wird das Einkommen des Antragstellers und wenn vorhanden, einer weiteren volljährigen Person berücksichtigt. Lebt mehr als eine weitere volljährige Person im Haushalt, wird neben dem Einkommen des Antragstellers das höchste Einkommen dieser Personen berücksichtigt (Anpassung von Artikel 83 §1 des Erlasses).

Korrektur von Fehlentwicklungen bei der Inanspruchnahme der Kinderbetreuung

Die bestehenden Regelungen setzen verstärkt auf das Verantwortungsgefühl der Erziehungsberechtigten. Auch wenn dieser Ansatz durch eine breite Mehrheit der Erziehungsberechtigten gelebt wird, lassen die Rückmeldungen der Dienstleister auch Rückschlüsse auf Fehlentwicklungen zu. Zentral stehen hierbei das Ausnutzen von Lücken im Rechtstext, die fehlende Wertschätzung für die Arbeit der Kinderbetreuer und der Dienstleister sowie das Ausbleiben von Konsequenzen bei Fehlverhalten. Dieses Verhalten von Wenigen wirkt sich allerdings auf nahezu alle Erziehungsberechtigten aus, da es die Verfügbarkeit und die Organisation der Betreuung für alle beeinflusst. Den Dienstleistern fehlt ein Instrument, um wirksam gegenzusteuern.

Es ist dienstleisterübergreifend zu beobachten, dass sich sowohl in der Kleinkindbetreuung als auch in der außerschulischen Betreuung Situationen häufen, wie die Nichteinhaltung der Öffnungszeiten des Standortes oder die Nichteinhaltung des Betreuungsstundenplans (z.B. unangekündigte Anwesenheit oder Abwesenheit eines Kindes, zu spätes Abholen), die die Organisation und Qualität der Kinderbetreuung maßgeblich negativ beeinflussen, da diese das Bereithalten von überzähligen Ressourcen oder das Entstehen von (durch Schließungstage abzubauenen) Überstunden zu Lasten aller Eltern und Kinder zur Folge haben. Den Dienstleistern wird künftig durch Artikel 82 §3, Artikel 119.2 §1 Absatz

3 und Artikel 119.3 §1 Absatz 2 des Erlasses die Möglichkeit gegeben, solches Verhalten einzelner Erziehungsberechtigten durch Vertragsstrafen zu sanktionieren, administrativ (z.B. durch die Aussetzung oder Aufhebung des Betreuungsvertrages) wie auch finanziell (z.B. durch eine Strafzahlung). Die Dienstleister müssen hierzu ein vom Minister zu genehmigendes Konzept erstellen und erhalten hierdurch die Möglichkeit, ausgehend von den bisherigen Erfahrungen situative Lösungen zu erarbeiten. Nach Genehmigung wird die ausgearbeitete Regelung Teil des Betreuungsvertrags.

Auch muss der Umgang mit Krankheitstagen der Kinder angepasst werden. So gilt es, der deutlichen Steigerung der eintägigen Abwesenheiten entgegenzuwirken, die das aktuelle Modell der Kostenlosigkeit am ersten Tag einer durch Krankheit begründeten Abwesenheit (ohne Attest) bewirkte. De facto werden eintägige Abwesenheiten meist als „krankheitsbedingt“ beim Dienstleister gemeldet. Allerdings soll das Entgegenwirken nicht zu einer weiteren Belastung der behandelnden Ärzte durch medizinisch nicht notwendige Arzttermine führen. Angelehnt an die Regelungen, die die meisten selbstständigen Tagesmütter/-väter aktuell bereits anwenden, werden die Artikel 85, 119.2 und 119.3 des Erlasses dahingehend angepasst, dass die Kostenbeteiligung nur noch für den Zeitraum der Krankschreibung des Kindes entfällt, der sieben aufeinanderfolgende Kalendertage überschreitet. Erst ab dem achten Kalendertag einer Krankschreibung mit Attest entfällt künftig die Kostenbeteiligung. Die ersten sieben Tage der ärztlichen Krankschreibung bleiben auch bei Vorlage eines Attestes kostenpflichtig.

Seit der Einführung der reformierten Kostenbeteiligung häuften sich unentschuldigte Abwesenheiten der nutznießenden Kinder/Erziehungsberechtigten. Hier ist als Ursache neben der vorgenannten Krankheitsregelung insbesondere die Kostenlosigkeit der Kinderbetreuung in gewissen Situationen zu nennen. Eine kostenlose Dienstleistung zu buchen, aber letztlich doch nicht in Anspruch zu nehmen, verknappt die Ressourcen und trägt dazu bei, dass Plätze ungenutzt bleiben, während für andere Kinder kein Betreuungsplatz mehr verfügbar ist. Folglich wird künftig die Kostenlosigkeit sowohl in der Kleinkindbetreuung (Abänderung der Anlage des Erlasses) als auch in der außerschulischen Betreuung abgeschafft. Lediglich die Kostenlosigkeit der Kleinkindbetreuung, um eine in Anwendung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz im Rahmen eines Jugendhilfevertrags vereinbarte oder durch den Jugendrichter oder das Jugendgericht angeordnete Jugendhilfemaßnahme umzusetzen, wird für den Zeitraum der Maßnahme beibehalten. Die Kleinkindbetreuung erfüllt in diesem Fall auch eine wichtige Funktion der Stabilisierung, Unterstützung und Normalisierung für das betreute Kind. Da die Jugendhilfe die Kosten für diese Betreuung in Anwendung des Dekretes vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz übernehmen müsste, dient hier die

Beibehaltung der Kostenlosigkeit auch dem Zweck, den administrativen Aufwand der Verrechnungen zwischen Behörden zu vermeiden (Abänderung von Artikel 83 §5 Erlasses).

Gleichzeitig wird in der außerschulischen Betreuung an Schultagen das bereits sonst (in der Kleinkindbetreuung sowie an Konferenztagen und in der Ferienbetreuung) geltende Prinzip „gezahlt wie geplant“ eingeführt, wodurch Erziehungsberechtigte mindestens die Kostenbeteiligung für den Zeitraum zahlen müssen, für die sie einen Betreuungsplatz buchen (Abänderung von Artikel 119.2 des Erlasses). Letztere Regelung tritt erst zu einem späteren Zeitpunkt in Kraft, da hierfür umfangreiche Anpassungen der Verwaltungssoftware erfolgen müssen.

Im Anschluss an die erste Lesung wurde das Gutachten des Staatsrats und das Gutachten der Datenschutzbehörde angefragt. Auf die Bemerkungen des Staatsrats und der Datenschutzbehörde wird unter Nummer 4 genauer eingegangen.

Zudem wurde präzisiert, dass die neuen Regeln auch auf bereits laufende Betreuungsverträge anwendbar sind, insofern die Betreuungsleistungen nach Inkrafttreten der betroffenen Regelung(en) stattfinden. Bezüglich der zu zahlenden Kostenbeteiligung der Eltern hat dies zur Konsequenz, dass der Zeitpunkt der Neuberechnung für bestehende Betreuungsverträge auf den 1. September 2026 verschoben wird und zum Zeitpunkt der Neuberechnung am 1. September 2026 die neuen Tarife anwendbar sind.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Das ZKB nahm 2024 insgesamt 688.000,00 Euro an Elternbeteiligung in der Kleinkindbetreuung ein. Ausgehend von einer gleichmäßigen Verteilung der Betreuungseinheiten und unter Beibehaltung der prozentualen Verteilung der Erziehungsberechtigten über die verschiedenen Einkommensstufen, werden die Mehreinnahmen aufgrund der Anpassung der Tarifstruktur in der Kleinkindbetreuung insgesamt auf rund 225.000,00 Euro geschätzt. Bei den zwei anderen Dienstleistern (VoG Kleinkinder Ostbelgien und VoG Bambuschkitz) ist aufgrund ihrer Größe eine Hochrechnung wenig repräsentativ. Es ist davon auszugehen, dass diese ebenfalls Mehreinnahmen generieren werden.

Die Nichtindexierung der Referenzbeträge des Einkommens in der Kleinkindbetreuung hat ebenfalls eine Steigerung der Einnahmen in Höhe der Indexentwicklung zur Folge. In Bezug auf die Krankheitstage und weitere Abwesenheitstage liegen keine auswertbaren Daten vor, die eine Schätzung der zusätzlichen Einnahmen ermöglichen.

Das ZKB leistete in der außerschulischen Betreuung im Kalenderjahr 2025 rund 110.000 (erste bzw. einzige) künftig kostenpflichtige Betreuungsstunden an Schultagen (ohne Konferenztage) (aktueller Stun-

densatz 1,06 Euro). Zuzüglich der Einnahmen aufgrund der warmen Mahlzeit an Schultagen (durchschnittlich 577 Mahlzeiten pro Woche zu 2,50 Euro) können Mehreinnahmen in Höhe von rund 165.000,00 Euro für die außerschulische Betreuung an Schultagen geschätzt werden (zum Vergleich: 2024 nahm das ZKB 151.500€ an Kostenbeteiligung für die AUBE-Jahresbetreuung, einschließlich der Konferenztage ein).



Mitteilung vom 26.05.2026

« Voyager en toute sécurité – Aidez-nous à vous aider »

A l'approche de la période estivale et à l'occasion de la « European Day of Safe Travel Abroad», le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement rappelle l'importance d'une bonne préparation en cas de voyage à l'étranger : lecture des conseils aux voyageurs, inscription sur Travellers Online, vérification des documents de voyage, vaccinations nécessaires, souscription d'une assurance voyage et numéros et documents utiles sous la main.

Résultats de l'adjudication OLO du 25 mai 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 1.715 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 3.40% 22/06/2036 (OLO 106)
ISIN Code : BE0000366758 - 22/06/2036
Montant accepté (EUR milliards) : 1.018
Rend. moyen pondéré: 3.480%
Bid-to-cover ratio : 2.06

OLO 3.45% 22/06/2043 (OLO 99)
ISIN Code : BE0000359688 - 22/06/2043
Montant accepté (EUR milliards) : 0.697
Rend. moyen pondéré: 3.988%
Bid-to-cover ratio : 1.89

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/OLO ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Auctions - Results.

Mitteilung vom 22.05.2026

Conseil des ministres du 22 mai 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 22 mai 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Désignation du président du comité de direction du SPF Justice

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à désigner le président du comité de direction du SPF Justice.

Marché public pour la Police fédérale

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public en vue de l'acquisition et de l'entretien de véhicules de police et anonymes.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de deux marchés publics pour la Défense.

Modification de dispositions relatives au statut des membres de la famille royale

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à modifier diverses dispositions des lois du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées et du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées.

Nomination des membres et des représentants du gouvernement fédéral au sein de Hedera

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal portant nomination, d'une part, des membres du comité d'investissement et du comité technique de l'institution de droit public Hedera et, d'autre part, des représentants du gouvernement fédéral au sein de cette institution.

Modification du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Transposition de la directive DAC9

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi transposant en droit belge la « directive DAC9 » et apportant d'autres modifications à la loi relative à l'introduction d'un impôt minimum

pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure.

'Be Cyclist 2.0' : Plan d'action fédéral pour le vélo 2026-2029

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé le nouveau plan d'action fédéral pour le vélo, Be Cyclist 2.0.

Transposition de la directive e-evidence – Deuxième lecture

Le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal afin de transposer la directive européenne 2023/1544, connue sous le nom de « directive e-evidence ».

Mesures supplémentaires visant à réduire la surpopulation carcérale

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant des mesures supplémentaires visant à réduire la surpopulation carcérale.

Adjudication OLO du 25 mai 2026 : montant à adjuger

L'Agence fédérale de la Dette communique que la fourchette du montant qui sera adjugé lors de la prochaine adjudication d'OLO le lundi 25 mai 2026, est de EUR 1.3/1.7 milliard

2 lignes d'OLO seront adjugées :

1. OLO 3.40% 22/06/2036 ISIN BE0000366758 (OLO 106)
2. OLO 3.45% 22/06/2043 ISIN BE0000359688 (OLO 99)

Mitteilung vom 21.05.2026

L'administration fédérale emploie davantage de personnes en situation de handicap

Le taux d'emploi des personnes en situation de handicap au sein de l'administration fédérale poursuit sa progression. Selon le dernier rapport de la Commission pour l'inclusion des personnes en situation de handicap (CIPH), il atteint 1,50 % en 2025, contre 1,36 % en 2024.

Bons d'Etat - émission du 4 juin 2026 - Coupon

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette :

Les coupons des bons d'État qui seront émis le 4 juin 2026 prochain sont fixés comme suit :

- Bon d'État à 1 an
(4 juin 2026-2027, ISIN BE3871312422) : 2,50 %
- Bon d'État à 8 ans
(4 juin 2026-2034, ISIN BE3871313438) : 3,30 %

Pour ces bons d'État, le prix d'émission est fixé à 100,00 %.

Via les établissements placeurs, la période de souscription se déroulera du mardi 26 mai 2026 au mercredi 3 juin 2026 inclus.

Via le service des Grands-Livres, la période de souscription se déroulera du mardi 26 mai 2026 au mardi 2 juin 2026 inclus (réception des fonds au plus tard le 3 juin 2026).



Belgische Nationalbank

La confiance des chefs d'entreprise se redresse en mai

22 mai 2026 - 15:00

- Le baromètre de conjoncture s'est légèrement renforcé ce mois-ci, rompant avec l'affaiblissement de la confiance des chefs d'entreprise observé depuis le mois de février.
 - Le climat des affaires s'est amélioré dans la construction et dans les services aux entreprises. La confiance des chefs d'entreprise est restée stable dans le commerce, tandis qu'elle s'est légèrement repliée dans l'industrie manufacturière.
- ... [lire plus](#)

Le secteur financier belge en capacité d'absorber des chocs dans un contexte hautement incertain

21 mai 2026 - 15:00

La Banque nationale de Belgique (BNB) publie aujourd'hui son nouveau Financial Stability Report. Elle y fait le constat que le secteur financier belge a fait preuve de robustesse au cours de la période récente. ... [lire plus](#)

La confiance des consommateurs s'affaiblit encore en mai

20 mai 2026 - 11:00

- L'indicateur de confiance des consommateurs se replie pour le quatrième mois consécutif.
- Cette nouvelle perte de confiance tient principalement à des perspectives moins optimistes en matière d'emploi.

Tout comme le mois dernier, les consommateurs font état de perspectives moins pessimistes quant à la situation économique générale en Belgique. En revanche, la crainte d'une hausse du chômage

dans les douze prochains mois s'est encore accentuée. ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 22 mei 2026

- Oproep tot kandidatuurstelling voor de nieuwe expertengroep Vlaams Bouwmeester
- Subsidie NAVO-Innovatiefonds en Defence Innovation Accelerator for the North Atlantic (DI-ANA)
- Verlagen kosten uitrol elektronische communicatienetwerken met gigabitsnelheden (Europese gigabitinfrastructuurverordening): ontwerp van wijzigingsdecreet
- Gunning opdracht 'prijsaanvraag voor een eenmalige premie voor de verzekering gewaarborgd wonen'
- Programmatie types, opleidingsvormen en structuuronderdelen in (buiten)gewoon basis- en secundair onderwijs schooljaar 2026-2027
- Ontbinding en vereffening vzw ESF-Agentschap Vlaanderen
- Organisatie en personeel onderwijs in de gemeenschapsinstellingen (GI-school)
- Onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die ter uitvoering van het jeugddelinquentierecht zijn opgericht: ontwerp van wijzigingsdecreet
- Uitbreiding personeelsformatie en toekenning werkingsmiddelen Agentschap voor Hoger Onderwijs, Volwassenenonderwijs, Kwalificaties en Studietoelagen (AHOVOKS) ter uitvoering strategisch plan versterking re-integratie personen in detentie
- Wijziging regeling infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden
- Regels erkenning partnerorganisatie voor eerstelijnszorg en belangenbehartiging personen met een chronische aandoening en als expertise- en implementatiecentrum voor gebruikersparticipatie in de zorg
- Efficiënter maken betalingen binnen Groeipakket
- Wijzigingen besteding persoonlijk-assistentiebudget (PAB) en persoonsvolgend budget (PVB)
- Aanvullende programmatienormen magnetische resonantietomografie (NMR) in Vlaanderen
- Handhaving gezinszorg: wijzigingsbesluit verhoogd toezicht woonzorgvoorzieningen
- KU Leuven: verlenging duurtijd project POOMAH (ontwikkelen beleidskader kwalitatief medicatiebeleid in Vlaamse woonzorgcentra)
- Addenda overeenkomsten Centra voor Geestelijke Gezondheidszorg (CGG): pilootprojecten nieuw overheidskader en financieringsmodel
- Budgettair kader gezinszorg
- Raadgevend Comité Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VAPH): vervanging plaatsvervangend lid
- Wijzigingsdecreet Jeugdhulp en Interlandelijke adoptie van kinderen: begeleiding en gezamenlijk voortraject pleegzorg-adoptie
- Hervorming landschap museale instellingen Vlaanderen: plan van aanpak, samenwerkingsovereenkomsten en beheersovereenkomst FARO
- Wijziging besluit over tijdelijke bijkomende middelen voor meerderjarige personen met een handicap met complexe ondersteuningsnoden: verlenging top-upbudgetten
- Raad van bestuur Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem: aanstelling vier onafhankelijke leden
- Raad van bestuur Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Geel: aanstelling vier onafhankelijke leden
- Ontwerpdecreet met afwijkingen op de omgevingsvergunningsplicht, omgevingsmelding en andere toelatingen in geval van een defensiege-relateerde uitzonderingssituatie
- Viaverda vzw: subsidie project 'Fieldlab Groen: Living lab voor een meer natuurlijke groenvoorziening in Vlaanderen'
- vzw PROMAZ: verhoging bijdrage uitvoering en financiering bodemsanering van tankstations en gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden
- Subsidiëringsprogramma Vlabotex vzw periode 2026-2030
- Wijziging Bodemdecreet: versterking garanties voor uitvoering en financiering wettelijke saneringsplicht
- Verzameldecreet omgeving en landbouw: regeringsamendementen REcovered Nitrogen from manURE (RENURE)
- Geactualiseerd Sigmaplan: vaststelling noodzaak tot verplichte wijziging inplanting installaties TotalEnergies Polymers Zwijndrecht
- Complex Project 'Noord-Zuidverbinding Limburg': verplaatsingsbevel zuurstofleiding nv Air Liquide in Houthalen-Helchteren
- Wijziging bedragen gemeentelijke administratieve geldboetes voor bepaalde verkeersinbreuken: standpuntbepaling
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet Vlaams Mensenrechteninstituut (VMRI) en decreet gelijkekansen- en gelijkebehandelingsbeleid: omzetting Europese richtlijnen 'minimum-normen organen voor gelijke behandeling' en 'loontransparantie'

- Bekräftigung en afkondiging decreet tot wijziging wet over bestrijding luchtverontreiniging en decreet met algemene bepalingen milieubeleid
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 21.05.2026

Permis de conduire : vers des examens théoriques plus accessibles pour les conducteurs professionnels

Le Gouvernement wallon, sous l'impulsion de François Desquesnes, Ministre de la Mobilité en charge de la Sécurité routière, a adopté en première lecture un projet d'arrêté visant à élargir le projet-pilote relatif à l'examen théorique du permis de conduire en session spéciale et en session adaptée. Concrètement, cette évolution permettra aux candidats aux permis du « groupe 2 » (C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E) d'accéder à ces sessions lorsqu'ils remplissent les conditions prévues. Ces permis concernent notamment les conducteurs de poids lourds, d'autobus et d'autocars. ... [lire plus](#)

Chèques-entreprises : une réforme en profondeur pour remettre l'entreprise au centre du jeu

Ce jeudi 21 mai, le Gouvernement wallon a adopté, en troisième lecture, le projet de décret réformant le dispositif des chèques-entreprises. Une décision qui acte une réforme attendue et tranche avec un système qui, au fil des années, avait perdu en lisibilité et en efficacité. ... [lire plus](#)

Konzertierungsausschuss

19.05.2026

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Approbation des procès-verbaux des réunions des 9, 20 et 27 mars, 17 et 30 avril 2026.
2026C80031.001

Les procès-verbaux des réunions des 9, 20 et 27 mars, 17 et 30 avril 2026 sont approuvés.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Transposition et mise en oeuvre du droit européen en droit belge - Rapport sur l'avancement des transpositions.
2026C80500.001

Les propositions, contenues au point 2 de la note du 30 avril 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Etat d'avancement des accords de coopération dans les différents Gouvernements et Parlements.
2025C80030.001

1. Le Comité a pris acte des informations communiquées par le Gouvernement flamand.

2. Il invite les autres membres à respecter scrupuleusement l'article 11, § 3 du règlement d'ordre intérieur du Comité, et dont il ressort que le Secrétariat central du Comité de concertation doit être informé de l'état d'avancement de chaque accord de coopération, conclu entre les Gouvernements concernés, ainsi que de l'état d'avancement des actes législatifs d'assentiment, nécessaires en certains cas, tant au niveau des Gouvernements concernés que des Parlements concernés.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
a) Suivi des convocations et des travaux des Conférences interministérielles.
2025C80051.001
b) Conférences interministérielles - Liste et composition actualisées.
2025C80051.002
c) Présidences des Conférences interministérielles - État d'avancement.
2026C80051.001

a) Le Comité a pris acte de la note du 4 mai 2026.

b) Le Comité a pris acte de l'engagement pris par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de transmettre au Comité une liste adaptée.

c) Le Comité a pris acte de la liste et de la répartition des présidences des Conférences interministérielles à présidence tournante. Il invite les différentes entités à communiquer les noms des ministres qui présideront les Conférences interministérielles ainsi que les informations nécessaires concernant les secrétariats, de même que les règlements d'ordre intérieurs approuvés. Le tableau actualisé sera communiqué à nouveau lors de la prochaine réunion du Comité.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Plan par étapes & état des lieux des dossiers budgétaires interfédéraux en suspens.
2026C80420.003

Les propositions, contenues au point IV de la note du 12 mai 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Projets d'accords de coopération entre a) l'Etat fédéral et la Région flamande et entre b) l'Etat fédéral et la Région wallonne, tous deux relatifs à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et

à la réinstauration d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés

2026C80030.006

Le dossier sera soumis prochainement à un prochain Comité (électronique).

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Projet d'arrêté royal concernant les services par satellite.

2026C80460.003

La proposition, contenue au point III de la note du 29 avril 2026, est approuvée.

GOUVERNEMENT WALLON

Exécution de la décision du Gouvernement wallon du 28 août 2025 relative à la désignation des administrateurs représentants la Région au sein des conseils d'administration de la SNCB et d'Infrabel.

2026C83460.002

Reporté à un prochain Comité.

GOUVERNEMENT FLAMAND

Approche structurelle en vue de remédier aux longs temps d'attente aux contrôles frontaliers à Brussels Airport (Zaventem).

2026C81330.001

Reporté à un prochain Comité.

GOUVERNEMENT FLAMAND

Projet de l'accord de coopération entre l'État fédéral et la Région flamande concernant la fixation des seuils en dessous desquels les activités visées à l'article 6, §1, x, deuxième alinéa de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont dispensées de l'obligation de permis pour les activités dans les espaces marins, visées à l'article 16, §1, de la loi du 11 décembre 2022 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins belges & Projet de décret d'assentiment - Concertation.

2026C81030.007

Le dossier sera soumis prochainement à un prochain Comité (électronique).

GOUVERNEMENT FLAMAND / GOUVERNEMENT DE LA RÉGION BRUXELLES-CAPITALE

a) Finalisation et soumission du "Plan social pour le climat" belge.

2018C80760.001

b) Plan social climat.

2018C80760.001

Le dossier sera soumis prochainement à un prochain Comité (électronique/extraordinaire), au plus tard le 15 juin 2026.

Nachtrag:**27.03.2026**

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Coordination budgétaire interfédérale : Projet d'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commis-sions communautaires en matière de gouver-nance économique.

2025C80030.004

1. Les propositions, contenues au point 4 de la note du 25 mars 2026, sont approuvées.

2. Le Gouvernement flamand prône l'autonomie financière et la responsabilité de l'État fédéral et des entités fédérées. Les excédents par rapport à l'objectif enregistrés par une entité ne peuvent donc pas créer une marge de manœuvre supplémentaire pour une autre entité.

17.04.2026

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Plan pour la Reprise et la Résilience - Cinquième demande de paiement partielle du Plan pour la Reprise et la Résilience (PRR) de la Belgique.

2020C80500.003

Les propositions, contenues au point IV de la note du 16 avril 2026, sont approuvées.

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäische Kommission

Die Europäische Kommission stellt ihre Frühjahrsprognose vor

Die Kommission geht von einer schwächeren Konjunktur aus, da der Konflikt im Nahen Osten einen neuen Energieschock auslöst, der die Inflation wieder anheizt und die wirtschaftliche Stimmung erschüttert. ... [weiter lesen](#)

Wirtschaftsprognose für Belgien

Das Wirtschaftswachstum Belgiens dürfte sich 2026 verlangsamen, was vor allem auf den nachlassenden privaten Konsum zurückzuführen ist. ... [weiter lesen](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 111 vom 21. Mai 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
7. Mai 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung**, S. [27798](#).

N. 114 vom 26. Mai 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
9. April 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den Beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten**, S. [28736](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003693]

7. MAI 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung, Artikel 12 Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel 15.1 Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 22. Mai 2023, und Artikel 16 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 2. März 2026;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 4. März 2026;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 79.081/16 des Staatsrates, das am 20. April 2026 in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 83/2026 der Datenschutzbehörde vom 29. April 2026;

Auf Vorschlag des Ministers für Familie;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 20 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.

2. Folgende Nummer 21 wird eingefügt:

„21. Erziehungsberechtigter: natürliche Person, die aufgrund des Gesetzes oder eines richterlichen Beschlusses die elterliche Autorität über das Kind ausübt.“

Art. 2 - Artikel 10 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 2 wird aufgehoben.

2. In Absatz 3 wird die Angabe „Artikeln 119.2 Absatz 1 und 119.3 Absatz 1“ durch die Angabe „Artikeln 119.2 §1 Absatz 1 und 119.3 §1 Absatz 1“ und das Wort „Juli“ durch das Wort „September“ ersetzt und folgender Satz eingefügt:

„Die im Anhang festgelegten Einkommensstufen werden nicht indiziert.“

Art. 3 - Artikel 80 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 1 Buchstabe a) wird das Wort „zehn“ durch das Wort „neun“ ersetzt.

2. In Nummer 1 Buchstabe c) wird das Wort „zehn“ durch das Wort „neun“ ersetzt.

3. In Nummer 2 Buchstabe a) wird das Wort „zehn“ durch das Wort „neun“ ersetzt.

4. In Nummer 2 Buchstabe d) wird das Wort „zehn“ durch das Wort „neun“ ersetzt.

Art. 4 - Artikel 82 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In §2 Absatz 1 Nummer 2 wird die Angabe „60%“ durch die Angabe „70%“ ersetzt.

2. In §2 Absatz 1 Nummer 3 wird die Angabe „40%“ durch die Angabe „50%“ ersetzt.

3. In §2 Absatz 2 Nummer 1 wird die Wortfolge „bei Familien, die mindestens zwei Kinder unter drei Jahren steuerlich zu Lasten haben“ durch die Wortfolge „insofern mindestens zwei Kinder unter drei Jahren im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nummer 9 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen im Haushalt der gemäß Artikel 83 §1 Absätze 1 und 2 für die Berechnung der Kostenbeteiligung berücksichtigten Personen leben“ ersetzt.

4. §2 Absatz 2 Nummer 2 wird aufgehoben.

5. §2 Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

„Für die Anwendung von Absatz 2 Nummer 1 reichen die Personen, die ihren Wohnsitz in Belgien haben, die entsprechende Haushaltszusammensetzung bei dem Tagesmütterdienst ein. Personen, die ihren Wohnsitz im Ausland haben, reichen einen gleichwertigen Beleg bei dem Tagesmütterdienst ein oder geben, falls ein solcher Beleg nicht existiert, eine entsprechende Erklärung ab, dass sie einen Haushalt bilden.“

6. In §2 wird folgender Absatz 4 eingefügt:

„Für die Anwendung von Absatz 2 Nummer 3 reichen die Personen den entsprechenden Beleg bei dem Tagesmütterdienst ein.“

7. Folgender §3 wird eingefügt:

„§3 - Der Tagesmütterdienst kann den Erziehungsberechtigten zusätzlich zur Kostenbeteiligung administrative und/oder finanzielle Vertragsstrafen auferlegen. Zu diesem Zweck erstellt er ein vom Minister zu genehmigendes Konzept. Das Konzept regelt mindestens:

1. die Situationen, die zu einer Vertragsstrafe führen;

2. die Art und, insofern es sich um eine finanzielle Vertragsstrafe handelt, die Höhe der jeweiligen Strafe;

3. die einzuhaltenden Schritte bei der Auferlegung einer Vertragsstrafe;

4. die Bearbeitung von Einsprüchen der Erziehungsberechtigten;

5. die Folgen der Nichtbegleichung der durch die Vertragsstrafen entstandenen Verbindlichkeiten durch die Erziehungsberechtigten.

Erst nach Genehmigung des Konzepts zur Möglichkeit der Auferlegung der administrativen und/oder finanziellen Vertragsstrafen durch den Minister, kann der Tagesmütterdienst dieses Konzept in den Betreuungsvertrag aufnehmen.“

Art. 5 - Artikel 83 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 28. Mai 2025, wird wie folgt abgeändert:

1. In §1 Absatz 1 wird die Wortfolge „volljährigen Haushaltsmitglieder des Antragstellers“ durch die Wortfolge „Erziehungsberechtigten des Kindes“ ersetzt.

2. §1 Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

„Ist das Kind lediglich an der Adresse eines Erziehungsberechtigten gemeldet, wird die Kostenbeteiligung in Abweichung von Absatz 1 aufgrund der kumulierten Einkommen des Antragstellers sowie, falls vorhanden, einer weiteren im selben Haushalt wie der Antragsteller gemeldeten volljährigen Person berechnet. Sind neben dem Antragsteller mehr als eine weitere volljährige Person in dem Haushalt gemeldet, wird neben dem Einkommen des Antragstellers das Einkommen der Person mit dem höchsten Einkommen berücksichtigt.“

3. In §1 wird folgender Absatz 3 eingefügt:

„Für die Anwendung der Absätze 1 und 2 reichen die Antragsteller, die ihren Wohnsitz in Belgien haben, die entsprechende Haushaltszusammensetzung bei dem Tagesmütterdienst ein. Antragsteller, die ihren Wohnsitz im Ausland haben, reichen einen gleichwertigen Beleg bei dem Tagesmütterdienst ein oder geben, falls ein solcher Beleg nicht existiert, eine entsprechende Erklärung ab, dass sie einen Haushalt bilden.“

4. Absatz 3 wird zu §1.1 Absatz 1.

5. Absatz 4 wird zu §1.1 Absatz 2.

6. Absatz 5 wird zu §1.1 Absatz 3.

7. In §2 Absatz 1 wird das Wort „Juni“ durch das Wort „August“ und das Wort „Juli“ durch das Wort „September“ ersetzt.

8. In §3 wird das Wort „Juli“ durch das Wort „September“ ersetzt.

9. In §5 wird die Wortfolge „die niedrigste“ durch das Wort „keine“ ersetzt.

Art. 6 - Artikel 85 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

„Der Tagesmütterdienst fordert die Tagespauschale nicht ein für Tage, an denen keine Betreuung angeboten wird.“

2. Folgender Absatz 4 wird eingefügt:

„In Abweichung von Absatz 1 fordert der Tagesmütterdienst im Falle einer Abwesenheit aufgrund von Krankheit des Kindes, die durch ein medizinisches Attest belegt ist, das sich über mehr als sieben aufeinanderfolgende Kalendertage erstreckt, ab dem achten Kalendertag für die verbleibende Dauer des medizinischen Attests keine Tagespauschale ein. Zu diesem Zweck liegt das medizinische Attest dem Tagesmütterdienst spätestens an dem auf dem medizinischen Attest angegebenen Enddatum vor.“

Art. 7 - Artikel 97 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In Buchstabe a) wird das Wort „zehn“ durch das Wort „neun“ ersetzt.

2. In Buchstabe c) wird das Wort „zehn“ durch das Wort „neun“ ersetzt.

Art. 8 - Artikel 119.2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird zu §1 Absatz 1.

2. In Absatz 1, der zu §1 Absatz 1 wird, wird folgender Satz eingefügt:

„Die Kostenbeteiligung wird an Schultagen, an denen ein Mittagessen Teil der Betreuung ist, für die erste Betreuungsstunde nach Schulschluss um den Betrag erhöht, der dem durch das Zentrum für Kinderbetreuung gezahlten Tarif für ein warmes Mittagessen entspricht.“

3. Absatz 3, der zu §1 Absatz 3 wird, wird wie folgt ersetzt:

„Artikel 82 §3 ist auf die Standorte der außerschulischen Betreuung entsprechend anwendbar.“

4. Folgender §2 wird eingefügt:

„§2 - Der Standort der außerschulischen Betreuung fordert im Rahmen des im Betreuungsvertrag festgelegten Betreuungsplans die zu zahlende Tagespauschale ein, unabhängig der tatsächlichen Anwesenheit des Kindes.

In Abweichung von Absatz 1 fordert der Standort der außerschulischen Betreuung die zu zahlende Tagespauschale für die tatsächliche Anwesenheit ein, wenn diese über den im Betreuungsvertrag festgelegten Betreuungsplan hinaus geht.

Der Standort der außerschulischen Betreuung fordert die Tagespauschale nicht ein für Tage, an denen keine Betreuung angeboten wird.

In Abweichung von Absatz 1 fordert der Standort der außerschulischen Betreuung im Falle einer Abwesenheit aufgrund von Krankheit des Kindes, die durch ein medizinisches Attest belegt ist, das sich über mehr als sieben aufeinanderfolgende Kalendertage erstreckt, ab dem achten Kalendertag für die verbleibende Dauer des medizinischen Attests keine Tagespauschale ein. Zu diesem Zweck liegt das medizinische Attest dem Standort der außerschulischen Betreuung spätestens an dem auf dem medizinischen Attest angegebenen Enddatum vor.“

Art. 9 - Artikel 119.3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 23. Mai 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird zu §1 Absatz 1.

2. Absatz 2, der zu §1 Absatz 2 wird, wird wie folgt ersetzt:

„Artikel 82 §3 ist auf die Standorte der außerschulischen Betreuung im Rahmen einer außerschulischen Betreuung an Ferientagen und pädagogischen Konferenztagen entsprechend anwendbar.“

3. Absatz 3, der zu §1 Absatz 3 wird, wird wie folgt ersetzt:

„§2 - Der Standort der außerschulischen Betreuung fordert im Rahmen des festgelegten Betreuungsplans die zu zahlende Tagespauschale ein, unabhängig der tatsächlichen Anwesenheit des Kindes.

In Abweichung von Absatz 1 fordert der Standort der außerschulischen Betreuung die zu zahlende Tagespauschale für die tatsächliche Anwesenheit ein, wenn diese über den festgelegten Betreuungsplan hinaus geht.

Der Standort der außerschulischen Betreuung fordert die Tagespauschale nicht ein für Tage, an denen keine Betreuung angeboten wird.

In Abweichung von Absatz 1 fordert der Standort der außerschulischen Betreuung im Falle einer Abwesenheit aufgrund von Krankheit des Kindes, die durch ein medizinisches Attest belegt ist, das sich über mehr als sieben aufeinanderfolgende Kalendertage erstreckt, ab dem achten Kalendertag für die verbleibende Dauer des medizinischen Attests keine Tagespauschale ein. Zu diesem Zweck liegt das medizinische Attest dem Standort der außerschulischen Betreuung spätestens an dem auf dem medizinischen Attest angegebenen Enddatum vor.“

Art. 10 - Der Anhang desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 14. Dezember 2023, wird durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 11 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden von Rechts wegen Anwendung auf alle zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits abgeschlossenen Betreuungsverträge, insofern Betreuungsleistungen nach Inkrafttreten der entsprechenden Bestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffen sind.

Art. 12 - Vorliegender Erlass tritt am 1. September 2026 in Kraft, mit Ausnahme:

1. der Artikel 2 Nummer 2, Artikel 5 Nummern 7 und 8 und Artikel 11, die am 30. Juni 2026 in Kraft treten;
2. Artikel 8 Nummer 4, der an einem vom Minister für Familie festgelegten Zeitpunkt in Kraft tritt.

Art. 13 - Der Minister für Familie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 7. Mai 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

Anhang zum Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung

Anhang zum Erlass der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung

Einkommen in EUR	Kostenbeteiligung der Erziehungsberechtigten in EUR
Einkommensstufe	Tagespauschale gemäß Art. 82 §1
0,00-45.999,99	1,53
46.000,00-57.499,99	6,12
57.500,00-68.999,99	7,65
69.000,00-80.499,99	9,18
80.500,00-91.999,99	10,71
92.000,00-103.499,99	12,24
103.500,00-114.999,99	13,77
115.000,00-126.499,99	16,26
126.500,00-137.999,99	17,79
138.000,00-149.499,99	19,32
149.500,00-160.999,99	20,85
161.000,00-172.499,99	22,38
172.500,00-183.999,99	23,91
184.000,00-199.999,99	25,44
mindestens 200.000,00	26,97

Gesehen, um dem Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung beigelegt zu werden.

Eupen, den 7. Mai 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003694]

9. APRIL 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den Beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens, Artikel 14 § 1 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 13. November 2023;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den Beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben vom 5. Februar 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 19. Februar 2026;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 19. Februar 2026;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 79.049/16 des Staatsrates, das am 26. März 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für Soziales zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 18*bis* des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen zur Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den Beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 17. Oktober 2024, wird wie folgt ersetzt:

„Art. 18*bis* – In Abweichung von Artikel 10 Nummer 3 wird vom 1. Januar 2026 bis zum 31. Dezember 2029 die Anzahl Gruppenleiter auf die für das erste Quartal 2025 bei der Bezuschussung berücksichtigte Anzahl eingefroren.

Artikel 10*bis* § 1 wird für die Bezuschussung der in Artikel 10 Nummer 3 erwähnten Gruppenleiter vom 1. Januar 2026 bis zum 31. Dezember 2029 ausgesetzt.“

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 9. April 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be